



Hebdomadaire depuis 1936

2025
Semaine

L'Éveil

27

Journal de la section de Suresnes et Saint - Cloud du parti communiste

Censure à Saint Cloud

LA MORALE DE LA BIEN-PENSANCE, C'EST LA VOTRE, MONSIEUR DE MAIRE DE SAINT-CLOUD !

« Rock en Seine invite qui il veut, et nous, avec les deniers publics, nous subventionnons qui nous voulons » ; c'est en ces termes que M. Berdoati, maire LR de Saint-Cloud, a confirmé lors du dernier conseil municipal le retrait de la subvention (40 000 €) au festival Rock en Seine. Raison invoquée : la présence d'un groupe de rap nord-irlandais solidaire de la Palestine, qui s'est un temps déclaré solidaire du Hamas avant de faire amende honorable et de présenter des excuses, et qui aurait appelé dans une chanson à « flinguer les députés conservateurs ». Un élu de gauche ayant protesté contre cette décision s'est entendu répondre : « Nous n'avons pas besoin de vos leçons de morale », le maire s'en prenant violemment à « la gauche », accusée par lui d'avoir mis la France en faillite. Faillite morale, sans doute ?

De tels propos accompagnant une telle décision sont inacceptables. Qui est ce « nous » auquel M. Berdoati se réfère ? Certainement pas la totalité de son électorat, loin s'en faut. Et certainement pas les jeunes de Saint-Cloud et des alentours, qui, dans leur immense majorité, sont heureux et fiers d'avoir à leurs portes ce beau festival. Certainement pas les acteurs du monde associatif et culturel, qui ont souvent des statuts précaires et s'inquiètent de l'intrusion des pouvoirs politiques dans leurs activités, et des menaces contre la liberté de création et d'expression. Certainement

pas l'immense majorité des citoyens qui, quelles que soient par ailleurs leurs opinions politiques, religieuses ou autres, sont majeurs et savent faire la part des choses.

En vérité, il s'agit pour l'équipe municipale en place de conforter les milieux les plus rétrogrades, dans l'espoir vain de couper



l'herbe sous le pied au Rassemblement National, qui affiche ses ambitions sur la ville. Ce faisant, elle banalise ses idées nauséabondes. Déjà, il y a quelques années, un film avait été déprogrammé des Trois Pierrots sous prétexte qu'il se déroulait dans un milieu homosexuel, à la demande expresse de l'extrême droite. La municipalité a donc fait le choix du rabougrissement culturel, de l'entre-soi et de l'art officiel, contre la diversité et l'esprit critique. C'est un choix dangereux.

Les citoyens n'ont pas besoin de censure ni de censeurs. Et pas davantage d'une morale officielle ou d'une pensée unique.

PCF Saint-Cloud

Notons que cette action du maire de Saint-Cloud s'inscrit de façon hypocrite dans la baisse des budgets à la culture pilotée par la ministre Rachida Dati.

211 milliards d'euros par an versés aux entreprises, sans contrôle sérieux : ça suffit !

Le Sénat vient de publier le rapport de la commission d'enquête pilotée par le sénateur communiste Fabien Gay sur les aides publiques aux entreprises. Ce travail rigoureux éclaire enfin les 2 267 dispositifs

recensés, dont deux tiers sous forme de subventions directes, souvent distribuées sans critères précis ni contreparties réelles.

Entre 2022 et 2024, alors que les aides coulaient à flots, le nombre de plans sociaux en France a doublé ! L'État finance, les entreprises licencient.

La commission demande donc que chaque euro public versé soit désormais lié à des obligations claires : maintenir les emplois,

protéger l'environnement, garantir l'ancrage territorial. Une transparence totale doit être instaurée, accompagnée d'évaluations régulières et indépendantes, et du remboursement immédiat en cas de manquement aux engagements."

Solidarité du PCF avec Ayman Odeh et les communistes israéliens



La droite israélienne a entamé une procédure de destitution contre Ayman Odeh, porte parole de la coalition Hadash à laquelle appartient le Parti Communiste Israélien.

En cause: ses déclarations en faveur de la réconciliation du peuple israélien et du peuple palestinien (« les deux peuples sont nés libres ») et contre l'occupation. Un vote de la Knesset est prévu dans les trois semaines et doit recueillir au moins 90 voix.

Le PCF condamne fermement cette nouvelle étape dans l'autoritarisme du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahou et de ses soutiens à la Knesset. Cela fait suite à plusieurs expulsions de la Knesset et à des tentatives de destitution des député-es communistes Aida Touma-Sliman et Ofer Cassif. Les menaces sur le fait que nos camarades puissent se présenter librement aux prochaines élections sont réelles. A travers notre camarade Ayman Odeh, l'extrême droite israélienne veut faire taire toutes les voix pour la paix, pour une solution politique à deux Etats, pour la fin des massacres,

de la colonisation et de l'occupation, et toutes les voix pour la démocratie en Israël.

Le PCF exprime sa solidarité avec le Parti communiste Israélien et la coalition Hadash, qui ont toujours lutté pour la paix, les droits politiques du peuple palestinien à disposer de son Etat souverain, pour la solution à deux Etats et pour la démocratie dans l'Etat d'Israël. Cette exigence de faire advenir la paix par l'application du droit international passe par une solidarité politique avec les communistes palestiniens du Parti du Peuple Palestinien, membre de l'OLP, et ceux qui mènent le combat pour la paix et le droit international dans la région. Elle a été exprimée encore ces derniers jours par un communiqué commun Parti Communiste Israélien-Parti Toudéh d'Iran. A l'heure où les politiques impérialistes et les politiques de force menacent de plonger la région dans le chaos, les communistes sont au premier rang de la lutte pour la paix, la sécurité collective, pour le droit international et le droit des peuples à vivre libres et en paix.

Il est de la tâche de tous les démocrates de se mobiliser pour faire échec à cette entreprise de bâillonnement et de répression des voix de la paix.

Le PCF exprime également toute sa solidarité avec l'ensemble des forces de paix en Israël qui s'expriment et qui manifestent courageusement en faveur de la fin des massacres, la libération des otages et pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens que le pouvoir actuel en Israël cherche à faire taire.

Pour la Palestine



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Mercredi 09 JUILLET 2025 à 15h — Rendez-vous à La Haye devant la Cour Pénale Internationale (CPI)

UNE ÉTAPE DÉCISIVE POUR LA JUSTICE INTERNATIONALE DÉPÔT DE PLAINTE CONTRE L'OCCUPATION ISRAÏÉLIENNE

Appel à la mobilisation internationale à toutes les consciences libres

Le *Convoy for Justice* tient à remercier chaleureusement les partenaires et premiers signataires ayant répondu massivement en moins de 48 heures à l'appel lancé pour la justice et la défense des droits fondamentaux du peuple Palestinien.

Lors de sa tournée européenne en juin 2025, la délégation du Convoy a porté devant les institutions européennes et internationales la nécessité du respect des droits des détenus palestiniens : fin des détentions arbitraires, des mauvais traitements et la libération des enfants et des personnes vulnérables.

Cette mobilisation s'est conclue par une intervention officielle au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies à Genève en présence des Rapporteurs Spéciaux, de la présidence de la commission, des Etats membres et les délégations diplomatiques.

À l'occasion du dépôt officiel de plaintes devant la Cour pénale internationale, porté par des justes internationaux, des victimes et des organisations palestiniennes, nous appelons toutes les entités (ONG, syndicats, médias, militaires, collectifs, citoyens et citoyennes) à se mobiliser massivement pour une étape historique dans la lutte contre l'impunité.

« Ce n'est pas un conflit. C'est une injustice. Et elle doit être jugée. »

Trois plaintes seront déposées à la Cour Pénale Internationale :

- Génocide
- Violences et crimes consécutifs dans les prisons israéliennes
- Utilisation de la famine comme arme de guerre à Gaza

Fête de l'humanité 2025

tournée sur la paix

Rendez-vous les 12, 13 et 14 septembre 2025 au Plessis-Pâté. Essonne

Le programme avec le code barre



Comment se rendre à la Fête de l'Huma 2025?

Pour vous rendre sur le site depuis le centre de Paris, le chemin est simple :

- Prendre le RER C, direction "Dourdan-la-Forêt"
- Descendre à la station "Brétigny-sur-Orge"
- Prendre le bus Optile 105b, à la station "Gare Place"
- Descendre à la troisième station "BA 2017"

Les vendredi, samedi, dimanche, navette gratuite à partir de la gare de Brétigny : voir ci-dessous



NAVETTE GRATUITE
ALLER / RETOUR

VENDREDI
De 12h00 à 01h30

SAMEDI
De 09h00 à 01h30

DIMANCHE
De 09h00 à 20h00

ACCÈS PRIORITAIRE
Aux personnes à mobilité réduite, aux femmes enceintes et aux poussettes.

RER C x La Fête de l'Humanité
FRÉQUENCE AUGMENTÉE / TRAINS SUPPLÉMENTAIRES

VENDREDI ET SAMEDI
Dernier départ vers Paris
01h45

À partir de 23h35, les trains au départ de Brétigny seront uniquement en direction de Paris, et sans arrêt jusqu'à Paris Austerlitz et Bibliothèque François Mitterrand.



Une Fête de l'Humanité pour la paix, la solidarité internationale et des débats avec la rencontre avec des militants communistes qui portent des idées radicales pour de changements de société.

Dans le contexte actuel en France et dans ce moment privilégié de solidarité et de fraternité, la fête sera un lieu d'organisation des combats et des luttes à mener pour changer la situation.

Une fête qui réunit des centaines de milliers de jeunes et de moins jeunes, et un public qui vient principalement pour ce qu'elle est : un mélange politique et festif, de culture, loin du racisme et des fausses solutions, c'est en soi un événement.

Rendez-vous les 12, 13 et 14 septembre 2025 au Plessis-Pâté..



La diffusion du bon de soutien donnant droit à l'entrée sur trois jours est en cours auprès des militants de Suresnes & Saint Cloud sur les marchés de Suresnes. et par téléphone au 06 30 13 57 60 et au 06 44 74 40 87 au prix de 45 euros.

La lutte contre le manque de logements sociaux, qui résulte de la politique générale de la droite.

À Suresnes, les habitants sont confrontés à un manque de logements avec des loyers accessibles. La municipalité non seulement n'en construit pratiquement plus, mais en vend, ce qui fait que depuis 2013, la perte de 500 logements sociaux est à déplorer. Alors que le nombre total de logements a progressé de 1000 dans la même période, elle ne fait aucune préemption ni n'impose de quotas de logements sociaux aux promoteurs. À la cité jardin, la droite voulait changer la population à la faveur d'une réhabilitation thermique nécessaire, mais elle a échoué grâce à l'action des habitants. À la cité des Trois Bourgeois, la rénovation actuelle se traduit par une hausse de loyer de 5 %. À Saint-Cloud, la ville est à l'amende car elle n'a que 17 % de logements sociaux. Au niveau départemental, nous alertons depuis des années car la crise du logement en Île-de-France et dans les Hauts-de-Seine ne cesse de s'aggraver ! Des centaines de milliers de familles souffrent du mal-logement. Des femmes victimes de violence ne peuvent pas quitter le domicile conjugal, des élèves ne peuvent pas étudier correctement, de jeunes couples n'ont pas de logement... À cause de la cherté des loyers du privé, le nombre de demandeurs de logement social explose. On compte 11 ans d'attente en moyenne dans notre Métropole ! Pourtant, des collectivités, toutes gérées par la droite, mènent une campagne acharnée contre le logement social, au détriment des familles modestes et des classes moyennes qui doivent aller toujours plus loin pour se loger. Pas moins de neuf villes des Hauts-de-Seine ont été sanctionnées l'an dernier pour leur non-respect du taux minimum de 25 % de logement social imposé par la loi SRU. La droite départementale s'obstine à refuser de financer la construction de logements

Sept communes mises à l'amende

Pour non respect des objectifs de construction 2017-2019

	Taux de logements sociaux au 1 ^{er} janvier 2019	Taux de majoration de l'amende demandé par le préfet
BOIS-COLOMBES	17,9 %	160 %
BOULOGNE-BILLANCOURT	14,8 %	110 %
LEVALLOIS-PERRET	20,1 %	150 %
MONTRouGE	21,3 %	70 %
NEUILLY-SUR-SEINE	6,4 %	160 %
SAINT-CLOUD	17,3 %	170 %
VILLE-D'AVRAY	12,4 %	70 %

LPI/INFORMAGRIE - T.H. 9/12/2020

sociaux dans les communes dont le taux est supérieur à 35 %. La présidente de la Région Valérie Pécresse impose les mêmes contraintes au niveau de l'Île-de-France, au motif d'une politique soi-disant « anti-ghettos ». Ces choix rétrogrades, destinés à préserver l'entre-soi des plus aisés, reposent sur une vision erronée, élitiste et déconnectée des impératifs sociaux. Mobilisons-nous, locataires, acteurs et actrices associatifs, militant.e.s et élu.e.s, pour imposer un changement radical des politiques publiques du logement !

Près de 10 millions de personnes pauvres.

C'est le constat acablant pour Macron et ses Ministres que dresse l'Insee dans une étude sur le niveau de vie des Français. En 2023, selon le rapport, 9,8 millions de personnes occupant un logement ordinaire en France métropolitaine (en excluant, donc, les sans-abri et les logements mobiles) vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire, fixé à 1.288 euros par mois. C'est près de 650.000 personnes de plus qu'en 2022, ce qui fait grimper le taux de pauvreté de 14,4 % en 2022 à 15,4 % en 2023. Un record depuis le lancement en 1996 de l'indicateur annuel de l'Insee. Dans la même période la France voit son nombre de millionnaires passer à 2,89 millions soit +0,7 %, il est nécessaire d'augmenter les salaires, surtout :

Il faut maîtriser la gestion des entreprises les profits et le crédit.

Avec le PCF je passe à l'action !

- ☐ _____ J'adhère au Parti Communiste Français
- ☐ _____ Je souhaite recevoir l'Éveil numérique
- ☐ _____ Je souhaite recevoir les informations générales du PCF

Nom : Prénom :

Adresse :

Courriel : Tél. :

À retourner : PCF Espace Pagès 42 bis rue de Verdun 92150 Suresnes

Tél : 06 44 74 40 87

Courriel : pcf.suresnes@wanadoo.fr ou PCFSuresnes@gmail.com



Pour accéder au blog de la section du PCF utiliser ce QR CODE